



Paris, le 1er octobre 2010

## **Lettre ouverte aux producteurs de viande**

Si la situation des prix agricoles semble se redresser dans certains secteurs, les éleveurs, eux, ne voient pas le bout du tunnel. En quelques mois, la crise sans précédent qui a touché l'élevage s'est accentuée avec la montée des cours des céréales et ses conséquences sur l'alimentation animale. Comme si cela ne suffisait pas, les éleveurs ont eu à subir cette année des campagnes anti-viande aussi mensongères que dangereuses. Les prix sont de l'ordre de 20% en dessous du niveau permettant de dégager des revenus dans le secteur bovin. Et la situation est tout aussi dramatique dans le secteur porcin.

Le désespoir gagne du terrain dans les fermes françaises...

La FNSEA et son réseau agissent pour redonner oxygène et visibilité aux éleveurs.

Agir, cela signifie expliquer aux consommateurs qu'il est inadmissible de payer toujours plus cher son kilo de viande alors que la rémunération de l'éleveur, elle, ne cesse de baisser. Le producteur ne doit plus être une variable d'ajustement permanente !

Agir, c'est également être fier de son métier et défendre le fruit de son travail. De nombreux éleveurs sillonnent les GMS pour sticker les produits d'origine France.

Mais le combat ne s'arrête évidemment pas là ! Au gouvernement nous demandons son soutien et de faire preuve d'autorité : est-ce normal que l'observatoire des prix et des marges n'ait toujours pas rendu ses conclusions sur la filière viande bovine ? A l'Europe, nous demandons de stopper ces distorsions qui deviennent chaque jour plus insupportables et de pouvoir combattre à armes égales avec nos voisins européens. Des solutions existent, il ne manque que la volonté politique.

Les producteurs aussi ont un rôle à jouer. Il faut se battre, s'organiser face à l'aval, aller chercher de la valeur ajoutée.

Le Ministre de l'Agriculture a d'ores et déjà annoncé, lors du SPACE, la mise en œuvre de plusieurs plans de développement dans les filières bovine et porcine à hauteur de 300 millions d'euros sur 3 ans. Bruno Le Maire a également promis 30 millions supplémentaires dans le cadre du DACS Agri pour les éleveurs les plus en difficulté d'ici la fin de l'année. Plus récemment encore à l'Assemblée nationale, le Ministre a lancé « un appel solennel » aux industriels, aux coopératives et aux GMS pour faire en sorte que la rémunération des producteurs de bœuf et de porc « s'améliore dans les semaines à venir ».

Des avancées sont à attribuer au syndicalisme comme celles obtenues dans le cadre de la LMAP qui ont permis de raccourcir les délais d'instruction des dossiers ICPE et les délais de recours à environ un an. Un décret facilitant les regroupements d'élevages est en cours d'élaboration. Les filières travaillent également à la généralisation de l'affichage de l'origine des viandes.

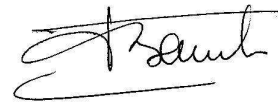
En dépit de la crise qui secoue notre profession, l'espoir reste permis.

Car de plus en plus de consommateurs aspirent à retrouver un lien de proximité entre le produit qu'ils consomment et l'origine du produit. Mais aussi parce qu'une volonté de renforcer l'organisation des filières dans le prolongement de la LMAP doit nous permettre de restaurer de la stabilité, un peu plus de sécurité et de la confiance.

C'est dans l'unité que nous surmonterons les difficultés de nos filières. Nous devons construire, ensemble, l'avenir et continuer à croire en notre métier d'éleveur.

Syndicalement vôtre,

**Dominique BARRAU**  
Secrétaire Général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Barrau', with a stylized flourish at the end.